



De Moscou à Pékin, les contractors sont les nouveaux acteurs géopolitiques

2/3 - Revue militaire n°55

le commandant (CR) Pascal LE PAUTREMAT

Publié le 09/11/2019

Histoire & stratégie

On dénombre plusieurs dizaines de SMP russes (Časnaia Voennaia Kompania ou ČVK) dont les plus connues sont RSB-Group, Moran Security Group, Mar ou encore Redyt-Antiterror. Outre un large éventail d'actions et de services, de la formation au déminage, elles assurent également des missions d'entraînement comme cela a pu être constaté au Soudan durant l'hiver 2017, ou en République centrafricaine (RCA), dès le printemps 2018.

Le plus souvent, leurs rôles et jeux d'influence résultent de prises d'initiative d'anciens militaires issus des forces spéciales ou des unités d'élite de la Direction générale du renseignement (Glavnoïé Razvédyvatel'noïé Oupravlénié – GRU), du Service de sécurité fédéral (Federalnaïa sloujba bezopasnosti – FSB) ou encore du Service de renseignement extérieur (Sloujba vnechneï razvedki – SVR). Il est difficile, toutefois, de ne pas les confondre avec les mercenaires russes et ukrainiens qui ont opéré dans les années 1990 dans les actions de séparatisme en Transnistrie (mars-juin 1992), en Géorgie (1992-1994), ou encore dans les guerres civiles en Sierra Léone en Angola, au Zaïre en 1997, en Côte d'Ivoire ou même au Darfour pour le compte du Soudan.

Dans la crise ukrainienne, à partir de février 2014, comme en Syrie, depuis septembre 2015, la Russie a ainsi recours à des SMP dont les contractors sont généralement désignés comme membres du Groupe Wagner, créé en 2013 et financé par un oligarque, Evgenij Prigožin, proche du Kremlin.

Les Chinois, loin d'être en marge de cette manière d'opérer, savent s'appuyer eux aussi sur des sociétés officiellement dédiées à la seule sécurité des intérêts chinois, surtout à partir de 2009. Il s'agit bien pour Pékin de prendre à contre-pied les jeux d'influence des autres grandes puissances concurrentes. En 2013, quelque 4 000 SMP/SSP chinoises sont officiellement enregistrées, assurant de manière intrinsèque l'emploi de 4,3 millions de salariés. En 2017, elles auraient franchi le cap des 5 000 sociétés⁶. Tous les agents

dédiés aux tâches et missions de sécurité sont d'anciens militaires de l'Armée populaire de libération (APL).

Les SMP et SSP chinoises sont donc bien ancrées dans le paysage mondial, à l'instar de la Compagnie de sécurité Dewei Security au gré des « nouvelles routes de la soie ». Ses employés armés assurent ainsi la sécurité des installations pétrolières de la China National Petroleum Corporation (CNPC) au Soudan du Sud, de la ligne de chemin de fer Nairobi-Mombasa au Kenya conçue par la China Road and Bridge Corporation ou la protection des installations et du personnel de la Poly-GCL Petroleum Group Holdings en Éthiopie.

Loin de demeurer dans des logiques de compartimentations étatiques, les SMP/SSP affichent dorénavant des ossatures de holdings de nationalités étrangères qui rendent d'autant plus opaques leurs activités. Ainsi, la holding d'Erik Prince dévoile-t-elle toute son ambiguïté au regard de ses partenariats établis avec les sociétés chinoises, comme la société de sécurité China Security & Protection Co. Ltd.⁷ en parallèle de ceux entretenus avec les autorités fédérales des États-Unis⁸.

Logiquement, nous ne pouvons qu'être interpellés par les risques de conflits d'intérêts entre puissances étatiques souveraines. Cela n'incite pas les autorités publiques, en Europe et en France en particulier, à favoriser l'émergence d'un secteur polyvalent et puissant de sociétés militaires privées au-delà de la catégorie des ESSD spécialisées dans les fonctions de logistique.

SMP et culture française d'emploi des forces : entre polémiques et interrogations

Il est complexe de promouvoir en France le concept de sociétés militaires privées, tant celles-ci restent associées aux compagnies de mercenariat historique.

L'empreinte culturelle des armées nationales

En France, la culture du métier des armes demeure imprégnée de professionnalisme, du respect porté au pouvoir régalien, au service de la Nation. Aussi, pour les titulaires des postes du haut commandement, développer des sociétés militaires privées afin de disposer d'unités de combat n'est pas considéré comme légitime ou pertinent.

De surcroît, depuis la guerre d'Algérie l'État français n'a jamais goûté l'existence de réseaux paramilitaires. Est-ce par crainte de dérapage, de coup de force contre les institutions ? Difficile de trancher car tout s'entremêle finalement : le traumatisme culturel du « putsch des généraux », l'héritage des actions de « Bob » Denard et de ses équipes – pourtant le plus souvent en service commandé pour les services secrets français – entretenu par une méconnaissance – paradoxale – de la part de la technocratie sur le milieu des affaires militaires. Le tout a contribué à verrouiller la réflexion et l'adaptabilité des outils paramilitaires en vertu du jeu stratégique de la France.

Pour ce qui est des SSP, la situation est toute autre. Elles font dorénavant partie du champ d'externalisation de la Défense dans les secteurs de la sécurité et de la logistique.

Et ce sont bien ces spécificités auxquelles renvoie l'appellation générique d'ESSD.

Vers une meilleure prise en compte des ESSD... ..sous surveillance renforcée ?

En 2018, l'État français a manifesté sa volonté d'assurer une meilleure prise en compte des activités proposées par les sociétés de sécurité privées tout en les soumettant à un solide contrôle des pouvoirs publics. Le durcissement du contrôle des ESSD pourrait être intégré au projet de loi relatif à la programmation militaire 2019-2025.

Sont particulièrement visées les sociétés qui se caractérisent par des capacités opérationnelles et l'utilisation de matériels de guerre comparables à celles en vigueur en milieu militaire. À cette catégorie de sociétés s'ajoutent celles qui effectuent des missions de sous-traitance comportant la gestion de stocks et les transports logistiques de matériels de guerre (notamment de catégorie A2)⁹. En France, on estime que 130 sociétés mènent des opérations dédiées à la sécurité, la cybersécurité et à l'intelligence stratégique. Mais la concurrence est rude et la longévité desdites sociétés relativement fragile.

Si l'on peut estimer judicieux de s'appuyer sur des forces coopératives pour favoriser la concrétisation des objectifs stratégiques établis par le pouvoir exécutif, diverses affaires viennent rappeler combien l'État doit maintenir un strict contrôle pluridisciplinaire.

L'Affaire de la prison d'Abu Ghraib (2003-2004) en Irak, gérée par une SMP américaine en corrélation avec la Central Intelligence Agency (CIA), montre par exemple les besoins d'encadrer très rigoureusement la gestion de prisonniers pour éviter des violations caractérisées des droits de l'homme. De même, l'intervention de SMP sous contrats du Pentagone ne sous-entendait pas que les contractors pouvaient utiliser sans restriction des armes à feu en espace urbain au milieu des civils. Rappelons que la seule SMP Blackwater fait l'objet au total, de 168 plaintes en justice dont certaines sont toujours en cours de traitement.

Il s'agit aussi d'éviter la montée en puissance d'officines non contrôlées entre acteurs publics et partenaires privés. En France, l'Affaire Alexandre Benalla au printemps 2019 met en lumière un cercle d'initiés via une société de sécurité Mars, échappant à tout contrôle public et basculant dans un activisme entrepreneurial, sur fond de clientélisme¹⁰. Par extension, cela pourrait même attiser à l'avenir les réticences administratives à recourir à des SSP missionnées.

Il est donc impératif que le contrôle sur les SMP/SSP soit pluriel et interministériel avec un droit de regard et de contrôle relevant du ministère de la Justice d'une part, des ministères des Armées et des Affaires étrangères, d'autre part. Une logique nationale que corroborent des prises de mesures fortes à l'échelle internationale. Celles-ci visent autant à défendre les droits individuels des contractors qu'à faire valoir les lois internationales en matière d'éthique et de droit des conflits armés.

⁶ Parmi les SMP les plus puissantes, on peut citer China Security and Protection Group (forte de plus de 30 000 salariés), China Overseas Security Group (qui réunit près de 20 000 employés) Huaxin Zhongan (15 000 salariés) ou encore, Beijing DeWe Security Services.

⁷ China Security & Protection Co. Ltd relève du ministère chinois de la sécurité d'État. Lawrence Zhao est aussi conseiller du gouvernement chinois pour la gestion des risques à l'étranger et notamment en Afrique.

⁸ Outre Frontier Services Group, d'autres sociétés anglo-saxonnes comme G4S et Control Risks parviennent à rayonner en positions de

leaders sur le marché chinois.

9 Selon la législation en vigueur, il s'agit des « armes relevant des matériels de guerre, les matériels destinés à porter ou à utiliser au combat les armes à feu, les matériels de protection contre les gaz de combat ».

Titre : De Moscou à Pékin, les contractors sont les nouveaux acteurs géopolitiques

Auteur(s) : le commandant (CR) Pascal LE PAUTREMAT

Date de parution : 06/11/2019

EN SAVOIR PLUS
